Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: 26 (1989)
Heft: 977

Artikel: La transparence des fichiers
Autor: Kaiser, Edmond
DOI: https://doi.org/10.5169/seals-1011348

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 14.12.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

LANGAGE ÉCONOMIQUE

De la planification à l'éthique

(*jg*) Le partage des tâches entre la gauche et la droite est bien établi dans notre pays. Les «milieux économiques» comme on dit, se chargent de la production et de l'accumulation et sont soutenus par leurs habituels relais politiques. Les syndicats et la gauche se préoccupent de redistribution et de protection.
De la fiscalité à l'écologie, de l'énergie aux transports et de LAT (Loi sur l'aménagement du territoire) en LAMA (Loi sur l'assurance maladie et accident), bref partout où il s'agit d'assurer l'amélioration et l'égalité des conditions, la gauche est très présente avec ses réflexions, ses propositions et ses revendications. Il en va différemment lorsqu'il est question de la création des richesses: les idées-forces d'autrefois se sont peu à peu dissoutes dans l'acide des réalités. Il y a aussi des mots symboles qui résumaient à eux seuls toute une vision de l'économie et qui se sont peu à peu effacés. C'est ainsi que plus personne n'oserait parler aujourd'hui de nationalisation. L'échec complet des économies étatisées est patent. Mais l'observation des pays voisins où il est apparu que la différence entre un patron actionnaire et un patron haut-fonctionnaire tenait à une absence de transparence encore plus forte dans le second cas, a suffi à rendre obsolète l'idée d'entreprise nationalisée.

Une notion vide de tout contenu

La notion de planification économique figure elle aussi dans le cimetière des idées économiques de la gauche. En Suisse, le mot a toujours été tabou. Pourtant les administrations et les entreprises planifient bel et bien leurs activités. Mais l'on parlera de plan, de «schéma directeur», de «conception globale» ou l'on usera de l'anglicisme «planning», mais on évitera de parler de «planification». Ce glissement linguistique n'est pas innocent. Le mot planification renvoie à une réalité macro-économique, à l'idée qu'il est possible d'orienter l'ensemble des activités d'un pays. On sait ce qu'il en résulta dans les pays qui choisirent cette conception et l'on sait aussi que ceux qui adoptèrent une planification douce, la France par exemple, s'en trouvèrent bien lorsqu'il fallut reconstruire dans l'après-guerre, mais virent cette notion se vider peu à peu de tout contenu. Exit la planification, place au marché.
A côté de grandes idées économiques, la gauche a défendu — il y eut là aussi des termes fétiches — des formules d'organisation d'entreprise. Et d'abord les coopératives. Si leur succès dans la distribution n'est plus à démontrer, il faut bien dire que les temps sont durs pour les coopératives d'habitation confrontées aux aléas de la spéculation et des taux hypothécaires. Quant aux bonnes vieilles coopératives ouvrières de production, elles sont trop lourdes à gérer, surtout lorsqu'il s'agit d'accroître les fonds propres pour assurer la croissance. L'idée coopérative a perdu sa vitalité, la moyenne d'âge élevée que l'on peut noter dans les assemblées générales en est un des signes, et d'ailleurs certaines coopératives n'hésitent plus à parler de leur éventuelle transformation en SA, quand elles n'ont pas encore fait le pas.
L'autogestion fut le dernier avatar d'un mode d'organisation de «gauche» de l'entreprise. A défaut de réalisations, le mot fit florès dans la pensée libertaire post-soixante-huitarde. Conséquents avec eux-mêmes, beaucoup d'autogestionnaires créèrent des entreprises, s'aperçurent bien vite des difficultés de la participation de tous aux décisions et devinrent des patrons (presque) comme les autres. Vint ensuite le règne de l'entrepreneur-phénix, adulé des médias, modèle des yuppies, paré de toutes les vertus.
La gauche n'a d'ailleurs pas le monopole du vocabulaire symbolique. Le monde de l'entreprise connaît aussi des mots à la mode. Il y eut récemment la «flexibilité», celle des horaires et des salaires, ceux des employés bien sûr. Le jour où l'on s'aperçut que les vraies entreprises flexibles étaient celles qui étaient capables de s'adapter très vite sans toucher aux avantages du personnel et que c'était donc avant tout une vertu patronale, on cessa d'entendre parler de flexibilité.
Aujourd'hui, le maître-mot est «éthique». Tout manager (mot d'origine française, donc à utiliser sans complexe) qui se respecte se doit de dire à ses interlocuteurs qu'il faut être éthique. On dira d'un cadre qui a fait un mauvais coup pour emporter une affaire: il n'est pas éthique. On donne d'ailleurs des cours d'éthique à la Haute école de Saint-Gall. Ces tournures de phrase sont de purs anglicismes, des traductions littérales. Mais il vaut mieux faire preuve de morale dans les affaires en parlant franglais que d'être un gueux en s'exprimant comme Paul Morand!
On peut sourire de ces petits jeux de vocabulaire. Mais ils sont souvent le condensé superficiel de vrais mouvements de réflexion en profondeur. Et l'absence de mot porte-drapeau dans la vision économique de la gauche n'est peut-être pas dû au hasard ou à la fin des mythes, mais à la difficulté de trouver une nouvelle alliance entre l'économique et le politique. ■

COURRIER

La transparence des fichiers

A propos des fiches de la police politique.
On pourra consulter sa fiche «sous certaines réserves», mais «les données sensibles resteront la propriété des services spéciaux.»
Le Souverain (sic), les «citoyennes» et «citoyens» auront droit aux restes et à l'art de les accommoder.
Geheime Staatspolizei: police secrète d'Etat.
Dès que l'on manifeste contre des tortionnaires racistes ou tueurs d'étrangers, les «médias»: *«Les partis de gauche ont manifesté»*, etc. De droite, du milieu, ou de rien du tout, être antitueurs et antiraciste, c'est être «de gauche». Cependant que «les forces de l'ordre» dispersent les manifestants aux gaz lacrymogènes, matraques et balles de caoutchouc.
Et enfin, préférer une armée démocratiquement contrôlée, peuple et non caste, c'est trahir la patrie.

Edmond Kaiser